

les desseins de l'Italie, comme de nous laisser entraîner, par le mirage de démonstrations amicales ou de spécieuses théories, à favoriser ses visées ; nous ne cherchons pas, pour employer la pittoresque expression de M. Loiseau ¹, à « réduire l'Italie à l'état de parapluie qui ne peut plus s'ouvrir nulle part » ; mais, enfin, ce n'est pas à nous à ouvrir le parapluie. Nous ne voyons pas les avantages que nous procurera une entente intime avec l'Italie ; mais, en revanche, nous discernons très bien tous les inconvénients qu'une extension de la puissance italienne peut avoir pour nos intérêts dans la Méditerranée ; nous nous représentons par la pensée l'Italie telle que la rêvent les amis de la « plus grande Italie », établie à Tripoli, sur le flanc de Bizerte et de l'Afrique française, maîtrisant la Méditerranée en son milieu, exerçant son influence en Syrie, en Egypte, en Crète, dans les Balkans, et nous ne croyons pas que la France ait beaucoup à gagner à avoir pour voisine, en Afrique et en Europe, une pareille puissance.

Ce danger d'une expansion italienne dans la Méditerranée, il a suffi à l'un de nos ministres, M. Camille Pelletan, d'une traversée de Toulon à Bizerte, pour en avoir la perception très nette et pour l'exprimer avec sa franchise de journaliste, tant l'évidence s'impose même aux plus prévenus ² ! Le ministre de la marine eut, ce jour-là,

1. Ouv. cité, p. 140.

2. M. Pelletan, à Ajaccio, parla de la Corse comme d'un « pistolet chargé au cœur de l'Italie ». A Bizerte, célébrant l'œuvre accomplie, il dit fort justement : « Avec cet abri puissant, si bien